

# CONSTRUIRE UN BIEN-VIVRE POUR TOUS LES MARSEILLAIS

Bernard Stéphan

27/05/2025

**Comment sortir d'une mesure de la richesse qui ne tient pas compte de l'aggravation des inégalités sociales, des menaces sur la vie de la planète et de la dégradation de la vie démocratique ? Que peut faire un territoire pour intégrer ces différentes dimensions à son projet ? À Marseille, une association citoyenne, Mad Mars<sup>1</sup>, a entrepris une démarche qui vise à promouvoir le mieux-vivre de toutes et tous en se servant de deux outils : la recherche des indicateurs pertinents pour mesurer le bien-vivre et la mutualisation des récits qui rendent cette perspective crédible et palpable. Bernard Stéphan, membre du conseil d'administration de Mad Mars, nous la présente.**

À première vue, les obstacles ne manquent pas. Face aux défis du réchauffement climatique, de la réduction de la biodiversité, de l'aggravation des inégalités, les instruments de la comptabilité classique – celle des entreprises, des collectivités territoriales comme celle des États – semblent impuissants. Des actions impliquant des dommages pour la nature et pour les êtres humains peuvent ainsi avoir un impact positif sur le PIB d'une nation, sur les résultats d'une entreprise ou l'attractivité d'une ville, y compris en termes de recettes fiscales. Ainsi en est-il par exemple de l'extraction et de la consommation d'énergies fossiles qui « améliorent » les flux de marchandises et créent de « la valeur » tout en détériorant la biosphère et en accentuant le réchauffement climatique<sup>2</sup>. De même, sur le plan local, le séjour quasi journalier d'immenses paquebots de croisière sur les quais du port de Marseille génère un chiffre d'affaires non négligeable et des recettes pour la ville. Mais, en termes comptables, ces recettes ne sont pas affectées par les dommages générés par le séjour de ces mastodontes. Or, 36% des émissions d'oxyde d'azote à Marseille proviennent des navires<sup>3</sup> et les effets de la pollution de l'air sur la santé des habitants de la région se chiffrent notamment à **2500 décès prématurés par an**, sans compter les effets négatifs sur la qualité de l'eau de mer des dégagements d'eaux polluées des navires. Pour l'heure, aucun indicateur n'est utilisé pour que le coût des dommages sur la santé des Marseillais de ce type d'activité portuaire affecte les recettes qu'elle génère.

Tout se passe encore très souvent, dans le débat public, comme si la nécessité magique de la

croissance du PIB, la prise en compte de la transition écologique, le souhait d'une démocratisation de la vie politique, l'action pour la réduction des inégalités sociales suivaient des voies parallèles, au risque de conduire les responsables politiques à l'incohérence. Ces constats ravivent les interrogations sur la mesure de la richesse. L'accumulation de biens produits au moindre coût est-il le but ultime d'une société ? Les fractures sociales et territoriales ainsi que l'épuisement des ressources naturelles et des êtres humains que génère souvent cette course à la croissance infinie doivent-ils être considérés comme d'inévitables conséquences collatérales dont on pourra, au mieux, réparer les dégâts les plus visibles ? Peut-on, à l'inverse, valoriser un autre usage des biens, du temps et de la nature ainsi que les soins et les liens entre les humains ? Peut-on, à la suite des travaux de Patrick Viveret<sup>4</sup>, mesurer autrement la richesse et viser un horizon de bien-vivre pour toutes et tous ?

De plus en plus de travaux universitaires s'attachent à rendre cette perspective crédible sur le plan macroéconomique (Éloi Laurent par exemple<sup>5</sup>). Ils visent notamment à désacraliser le PIB en le replaçant dans son contexte historique : la nécessité de mesurer à une époque donnée – l'après-crise de 1929 aux États-Unis et la reconstruction de l'après-guerre en Europe – le rythme de la production de biens et de services sans en faire l'alpha et l'oméga des politiques économiques. Comme l'indique Éloi Laurent, la mise en œuvre d'une autre manière de voir la richesse – forcément tâtonnante – ne peut se passer de l'échelle territoriale. Cet espace concentre en effet tous les paramètres qui comptent dans l'horizon d'une vie bonne pour toutes et tous : les êtres humains et leurs conditions d'habitat, de travail, de transports, leur santé, leur éducation, la nature, le sol, l'air, la végétation, les façons de vivre, de s'organiser, de délibérer, d'être représentés.

L'aspiration à une vie digne et décente sur une planète vivable pour tous doit donc pouvoir se traduire par des actions cohérentes qui permette un mieux-vivre sur des territoires.

Évacuons d'emblée une ambiguïté : agir pour le mieux-vivre de chacune et chacun ne signifie pas programmer le bonheur, ce qui conduirait à imposer des modes de vie tels que peuvent le faire des régimes totalitaires. Il s'agit, à l'inverse de ces diktats, de donner les moyens à chacun d'inventer une existence qui s'émancipe des contraintes et des dominations l'empêchant de se réaliser tout en respectant les limites qui permettent aux autres et aux générations futures de pouvoir bénéficier de ce même pouvoir de bien vivre.

Comment évaluer l'action des différentes parties prenantes d'un territoire (entreprises, collectivités publiques, associations) sous l'angle du bien-vivre ? Parmi toutes les recherches en cours, la théorie du *donut*<sup>6</sup> initiée par l'économiste britannique Kate Raworth et expérimentée par la municipalité d'Amsterdam depuis avril 2020 propose d'examiner toute décision d'une collectivité

en fonction de son impact présent et futur sur la nature et les êtres humains. Toute décision doit alors respecter deux exigences :

- un plancher social, en dessous duquel une vie décente n'est pas possible ;
- un plafond environnemental, au-dessus duquel les conditions d'habitabilité de la planète pour les femmes et les hommes ne sont plus garanties.

En énonçant ces principes, Kate Raworth pose une question centrale stimulante : comment transformer notre économie pour qu'elle contribue à une prospérité juste et sûre pour toutes et tous ? Comment concrétiser cette promesse d'un mieux-vivre à l'échelle d'une ville ? C'est pour tenter de répondre à cette question qu'un projet pour le mieux-vivre à Marseille est né au sein de Mad Mars.

## Histoire d'une démarche

La démarche marseillaise s'inscrit dans un mouvement global et international entamé il y a plusieurs années. On pourra citer à titre d'exemples le concept de « bonheur national brut » énoncé en 1972 par le roi du Bhoutan<sup>7</sup>, les « [Boston Indicators](#) » en 2000, l'« Indice de bien-être soutenable territorialisé » (IBEST)<sup>8</sup> élaboré par Grenoble-Alpes Métropole aux environs de 2015 ou encore l'« [Amsterdam City Doughnut](#) » lancé en 2020. Tous ces travaux cherchent à mesurer le bien-vivre à l'aide d'indicateurs afin de mieux transformer la société dans ce sens.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## L'usage d'indicateurs de bien-vivre dans les collectivités territoriales

Même si elles sont encore trop rares, plusieurs villes ont mis en place ou mettent en place des indicateurs de bien-être pour réorienter leur projet et leur action au regard des défis écologiques et sociaux. Ainsi, en 2000, la ville de Boston aux États-Unis a établi, en partenariat avec sa

métropole, un indicateur de bien-être qui « analyse les grandes tendances à Boston et dans ses quartiers dans un contexte régional, national et mondial ». Cette recherche est complétée par des débats avec les dirigeants municipaux afin de « favoriser le débat public » sur ces questions. Durant les quinze premières années d'usage de cet indicateur, un catalogue en ligne de 350 mesures de bien-être dans la région de Boston a constitué l'« épine dorsale » de l'action de la ville. Les contributions de plusieurs centaines de leaders d'opinion locaux ont permis au « cadre d'indicateurs » d'articuler 70 objectifs civiques communs et rendu compte des changements dans dix secteurs : la vitalité civique, la vie culturelle et les arts, l'économie, l'éducation, l'environnement, la santé, le logement, la sécurité publique, la technologie et les transports. Le « cadre d'indicateurs » « a été utilisé en temps réel » pour mesurer les progrès de la ville et de sa métropole et éclairer le débat public. La ville de Boston est par ailleurs un des partenaires fondateurs d'un réseau d'apprentissage d'organisations indépendantes existantes dans trente villes qui ont pour mission de garantir que toutes les communautés ont accès aux données et aux compétences nécessaires pour « faire progresser l'équité et le bien-être dans les quartiers ».

Plus récemment, la ville d'Amsterdam a adopté en 2020 l'outil du *donut* pour redéfinir son développement en répondant à la question suivante : « Comment notre ville peut-elle être un foyer pour des personnes prospères dans un endroit prospère tout en respectant le bien-être de tous et la santé de la planète entière ?<sup>9</sup> ». Pour se concrétiser, le projet a énoncé quatre sous-questions : que signifierait prospérer pour les habitants d'Amsterdam ? Que signifierait pour Amsterdam prospérer dans un habitat naturel ? Que signifierait pour Amsterdam le respect du bien-être des gens du monde entier ? Que signifierait pour Amsterdam le respect de la santé de l'ensemble de la planète ? Ces quatre « lentilles » définissent « des normes du bien-être social et de la durabilité environnementale<sup>10</sup> ». Elles sont ensuite comparées « aux statistiques pertinentes pour donner une image claire de la manière dont la vie urbaine s'aligne sur ces objectifs<sup>11</sup> ». Ce portrait d'Amsterdam a servi de base à l'élaboration d'un projet qui transforme la cité néerlandaise en « ville circulaire et neutre pour le climat », ce qui signifie qu'elle doit réduire sa dépendance aux matières premières primaires de 50% d'ici 2030 pour atteindre la « circularité totale d'ici 2050 ». Par ailleurs, pour respecter les accords de Paris sur le climat, la ville s'est engagée à réduire de 55% ses émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2030 et de 95% d'ici 2050. Sur cette base, des ateliers ont été organisés avec les différentes parties prenantes de la ville et ont abouti à 17 orientations « qui tracent la voie à suivre pour adopter la circularité dans trois chaînes de valeur : la construction, la biomasse et l'alimentation, et les biens de consommation<sup>12</sup> ».

Après avoir, dans les années 2010, mis en place l'IBEST pour mieux concevoir le bien-être soutenable et mieux le mesurer sur son territoire en y impliquant fortement la métropole et le département de l'Isère<sup>13</sup>, la ville de Grenoble a, quant à elle, décidé en 2022 de construire un projet

intitulé « Grenoble 2040 » en utilisant les outils de la théorie du donut pour établir dans un premier temps un diagnostic de territoire au regard des impératifs sociaux et environnementaux de bien-être social et de préservation de la planète. Dans un second temps, au premier trimestre 2023, un atelier de *design fiction* a été instauré pour aboutir au deuxième trimestre 2023 à la co-construction d'un nouveau portrait de territoire actualisé en 2025 et intégrant les données sociales et environnementales liées à la théorie du *donut*<sup>14</sup>. L'ensemble de ces démarches a débouché de mars à mai 2024 sur une exposition grand public « Réparer le futur » qui permet d'identifier les risques environnementaux auxquels est exposé le territoire et d'imaginer les différents scénarios résilients et justes à l'horizon 2040.

Dans la recherche d'indicateurs alternatifs au PIB pour mesurer ce qui pour les habitants compte vraiment, la ville de Lyon a opté en 2023 pour une « boussole du bien-être ». Dans un premier temps, en janvier 2023, des ateliers de réflexion collective ont réuni des Lyonnaises et des Lyonnais autour des composantes du bien-être à Lyon. De février à avril 2023, un groupe de travail mixte composé de vingt habitants, trois élus et trois agents s'est réuni pour définir le contenu de la « boussole du bien-être » qui a été structurée en douze dimensions, elles-mêmes déclinées en 36 sous-enjeux chacune. En juillet 2023, une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de 1100 habitants a mesuré le niveau de bien-être des Lyonnaises et des Lyonnais et déterminé leurs priorités dans ce domaine. En décembre 2023, le groupe de travail mixte a voté pour que ce soit la dimension « vivre ensemble » de la boussole qui soit approfondie durant l'année 2024 grâce à un travail participatif et prospectif associant les habitants, les élus et les services de la Ville de Lyon.

## Des outils pour une démarche visant le mieux-vivre à Marseille

La réflexion sur ces différents usages d'indicateurs du bien-vivre dans des collectivités territoriales et les travaux du groupe de Mad Mars chargé de cette démarche font progressivement émerger plusieurs outils permettant de placer le bien-vivre comme une perspective politique reliant l'action des citoyens et celle des élus. Trois leviers pourraient y contribuer :

- le choix d'indicateurs du bien-vivre pertinents et cohérents élaborés de façon participative ;
- une démarche d'enquête sur le bien-vivre renouvelée annuellement et dont les résultats sont soumis à un large public de citoyens et d'élus ;
- la mutualisation et la mise en récit d'actions et d'engagements favorisant le mieux-vivre et provenant des institutions (Ville de Marseille), d'associations, de syndicats, de citoyens.

L'équipe de Mad Mars procède alors à plusieurs démarches. Elle travaille à un premier diagnostic

des facteurs qui altèrent le mieux-vivre à Marseille (pollution de l'air, inégalités sociales et territoriales, accès au logement, possibilité de bénéficier d'une alimentation saine, inégalités de santé, etc.) Elle rassemble et synthétise également les réflexions et publications existantes sur les indicateurs du bien-vivre en France, en Europe et dans le monde. Une expérimentation de cette recherche pour le mieux-vivre à Marseille se déroule également lors d'un séminaire de Mad Mars rassemblant une trentaine de participants en octobre 2023.

Le groupe se met ensuite en relation avec une communauté de chercheurs sur les indicateurs du bien-vivre à travers le Forum permanent des indicateurs animé par Fiona Ottaviani, professeure associée à Grenoble École de management. Il noue également des contacts avec des instances réfléchissant aux bifurcations écologiques, sociales et démocratiques nécessaires dans la perspective d'un mieux-vivre pour toutes et tous, notamment le Forum international du bien-vivre et le Campus de la transition (Seine-et-Marne). Enfin un lien s'établit avec la Ville et la Métropole de Grenoble qui travaillent à la mise en œuvre des indicateurs du bien-vivre.

## **La formulation d'une problématique sur le mieux-vivre à Marseille**

Ces différents échanges conduisent à la formulation d'une problématique qui permet de donner un axe à la recherche d'un bien-vivre à Marseille :

« Le réchauffement climatique, la réduction de la biodiversité, l'accentuation des inégalités sociales, l'insécurité générée par le narcotrafic, la perte de confiance des citoyens dans les formes institutionnelles de représentation démocratique sont autant de défis qu'une ville comme Marseille ne peut ignorer. Affronter ces défis suppose de construire une vision commune de l'avenir de cette ville basée sur la recherche d'un mieux-vivre pour toutes et tous. Cette vision consonoit avec les perspectives dessinées par le Printemps marseillais d'une ville plus juste, plus verte et plus démocratique. Pour concrétiser cette aspiration au mieux-vivre et mesurer ce qui compte vraiment en termes de qualité de vie, Mad Mars a proposé à des citoyens, des associations et des syndicats de choisir une vingtaine d'indicateurs chiffrés et qualitatifs afin d'établir le baromètre du mieux-vivre à Marseille. Ce baromètre servira à :

- avoir une vision commune de la situation de Marseille en termes de justice sociale, d'environnement et de démocratie ;
- renforcer et améliorer l'action des élus et des citoyens pour mieux vivre à Marseille ;
- mieux mesurer, au fil du temps, les progrès accomplis grâce à l'action des citoyens et des élus. »

Dans cette perspective, le 27 janvier 2024, près de 70 personnes, citoyens engagés ou non dans

des associations et syndicats, élus de Mad Mars et d'autres composantes de la majorité municipale, se réunissent pour participer à des tables-rondes comportant cinq thématiques différentes :

- construire une ville plus respirable, plus verte, plus propre et plus sobre ;
- se loger, se déplacer, vivre en sécurité ;
- bien s'alimenter, vivre en bonne santé ;
- apprendre, se cultiver, travailler à la production de biens et de services utiles ;
- développer la solidarité et la démocratie, agir pour l'égalité femmes-hommes.

Ces cinq tables-rondes permettent d'esquisser une première liste d'indicateurs possibles pour mesurer le bien-vivre à Marseille et agir en conséquence. Certains de ces indicateurs ont déjà fait l'objet d'évaluations par divers organismes, d'autres sont de nature quantitative ou qualitative et doivent faire l'objet d'enquêtes. Une évaluation des réflexions et propositions produites pendant ces tables-rondes conduit à constater que deux domaines essentiels n'ont pas été abordés : la sécurité et le travail. L'ensemble des propositions d'indicateurs formulés lors des tables-rondes a en outre besoin d'être confronté au regard d'experts des domaines concernés pour qu'ils soient affinés et opérationnels.

## **Construire du commun pour mieux vivre, un travail de la démocratie**

Le besoin apparaît également d'échanger les premiers fruits des tables-rondes avec la vision et l'expérience d'acteurs significatifs de la vie marseillaise. La Fédération Léo-Lagrange des centres sociaux, le CCFD-Terre solidaire, la Ligue de l'enseignement et la CFDT répondent à cette sollicitation. Les échanges avec ces organisations conduisent à infléchir la démarche sur le mieux-vivre dans la cité phocéenne dans cinq directions :

1. le bien-vivre est une notion multiforme qui ne peut être réduite à une série de paramètres chiffrés – aussi précis soient-ils – descendant en surplomb sur des citoyens, lesquels seraient priés d'approuver une expertise qui voudrait être le seul critère de la rationalité. Avant de dessiner la géographie du bien-vivre, ne faut-il pas laisser de la place au ressenti, aux émotions, à la parole des unes, des uns et des autres ? ;
2. si utiles soient-elles pour élaborer du commun, les tables-rondes réunissant au centre de Marseille 70 personnes n'évitent pas l'écueil de « l'entre-soi ». Dans une ville socialement, écologiquement et territorialement très fracturée, il est nécessaire de trouver d'autres formes et d'autres lieux pour écouter les aspirations et requêtes sur le mieux-vivre. Pour être

pertinente, la construction d'indicateurs de mieux-vivre doit donner la parole à un maximum de citoyens aussi représentatifs que possible de la variété des habitants de la ville. Les populations économiquement les plus fragiles sont souvent déconnectées des formes institutionnelles de la vie politique. Aller à leur rencontre et obtenir leur témoignage et leur point de vue est une réelle difficulté. C'est la raison pour laquelle la recherche d'autres modes d'échanges au plus près des lieux de vie des personnes précarisées et racisées est nécessaire ;

3. si indispensables soient-ils pour évaluer des politiques publiques et les faire progresser, les indicateurs du mieux-vivre ne peuvent se suffire à eux-mêmes pour dessiner un horizon désirable. La parole de celles et ceux qui agissent pour ce mieux-vivre est indispensable pour lui donner sens. C'est la raison pour laquelle la réalisation et la diffusion de récits mettant en valeur les pratiques qui font progresser le bien-vivre à Marseille est un levier capable de renforcer le pouvoir d'agir des citoyens engagés dans cette démarche. Ces récits pourront provenir de personnes impliquées dans les associations et syndicats les plus divers, ils pourront également être réalisés par des élu-e-s qui auront ainsi l'occasion de dépasser la simple communication des résultats de leurs actions en la relatant sous un mode narratif mentionnant difficultés et avancées. Cette fabrication et cette diffusion de récits du bien-vivre à Marseille entamées lors de la rencontre intitulée « Marseille fait sa BIB party » le 21 septembre 2024 relie des actions souvent éloignées les unes des autres et crée une dynamique qui crédibilise la co-construction d'une ville du bien-vivre « ici et maintenant » ;
4. l'accentuation de la crise démocratique doit conduire à retravailler les rapports élus-citoyens. Sortir des modèles de l'élu « tout-puissant » doté des pouvoirs sacrés que lui aurait conférés l'élection et à qui on demande des comptes au rythme des campagnes électorales et de celui du citoyen réduit à un rôle d'électeur-consommateur est nécessaire. Pour amorcer ce changement et redonner sens à la représentation démocratique, le choix est fait de demander aux élus comme aux citoyens de produire des récits dans lesquels elles et ils racontent comment elles et ils font avancer le mieux-vivre à Marseille. Sans nier la spécificité du rôle des élus, ces récits permettent de sortir de la logique du simple énoncé de programmes et de mesures les concrétisant pour entrer dans la connaissance de l'élaboration des actions, leurs éventuelles difficultés et leurs effets réels. Ce choix de la narration polyphonique permet également de modifier le point de vue des citoyens en les plaçant non dans une position de spectateurs face aux institutions mais comme coauteurs du changement pour le mieux-vivre à Marseille ;
5. l'isolement dont souffre un Français sur dix<sup>15</sup> est une question centrale s'agissant de l'appréhension du bien-vivre. La fragilisation des tissus sociaux créés par les associations d'éducation populaire, l'exclusion de populations d'un travail stable et la perte d'ancrage des partis politiques, leur diminution numérique, ont distendu les liens sociaux. De ce fait,

l'attention doit être davantage portée sur ce qui fait lien comme un facteur décisif du bien-vivre. Il apparaît important de prendre en compte une méthode d'évaluation présentée par un participant aux tables-rondes : « la modularité ». Ce principe d'ingénierie met en exergue les interactions entre les différents acteurs d'un système, comme par exemple (simplifié) une visualisation des liens entre un chef cuisinier et ses fournisseurs locaux, qui eux-mêmes interagissent avec des maraudes pour écouler leurs stocks invendus... Il s'agit de modéliser la densité des échanges entre les personnes travaillant dans un même domaine et dans un même esprit, et œuvrant pour la même « cause » (notion de « communauté »).

Ces cinq inflexions visent à non pas effacer les visions différentes, voire divergentes, du bien-vivre mais à mettre en perspective la vision d'un avenir désirable pour tous à Marseille. Du fait de ses fractures sociales et écologiques inscrites dans sa géographie, la ville est en effet fortement clivée : on peut ainsi énoncer des actions nécessaires au bien-vivre dans des quartiers dont le revenu par habitant est très élevé sans pour autant se préoccuper de l'état du bien-vivre dans des quartiers où la majorité des habitants subissent une grande précarité sociale : 25,1% des Marseillais vivent sous le seuil de pauvreté et ce taux est supérieur à 39% dans cinq des seize arrondissements de la ville<sup>16</sup> qui figurent parmi les quinze communes ou arrondissements municipaux les plus pauvres de la France métropolitaine<sup>17</sup>.

Au regard de ces constats, un questionnaire « Bien vivre à Marseille pour vous, c'est quoi ? » est élaboré et diffusé à partir de juillet 2024 pour mieux identifier quelles sont les préoccupations des Marseillais et pour savoir si les premiers indicateurs proposés durant les tables-rondes de janvier 2024 cernent suffisamment ces sujets. Ce questionnaire a vocation à être diffusé plus largement pour obtenir une vision plus représentative de ce qu'est le bien-vivre pour toutes et tous à Marseille.

Par ailleurs, mesurer ce qui compte vraiment pour mieux vivre à Marseille suppose de construire des indicateurs les plus fiables et les plus opérationnels possibles. Le souhait n'est pas de faire une photo à un moment donné du bien-être des Marseillais. L'objectif est de donner un outil aux élus et aux citoyens pour mieux évaluer l'efficacité des politiques publiques et pour mieux discerner les axes prioritaires sur lesquels il faudra agir. Un indicateur doit donc reposer sur des informations accessibles et régulières. Pour parvenir à cet objectif, la participation d'experts intervenant dans les cinq domaines identifiés lors des tables-rondes du 27 janvier 2024 est indispensable afin d'identifier plus rapidement quels indicateurs sont déjà disponibles et lesquels sont les plus pertinents.

Identifier, capter, mesurer et diffuser le bilan de santé sociale, écologique et démocratique des Marseillais est une tâche vaste et passionnante. La démarche entreprise est déjà très riche des rencontres qu'elle engendre et de l'enthousiasme qu'elle suscite. Pour renforcer et concrétiser ce projet, plusieurs actions sont en cours.

## Marseille fait sa BIB Party

Une rencontre « Marseille fait sa BIB party » s'est tenue le 21 septembre 2024. Réunissant près de 80 personnes, elle a permis de :

- présenter les premiers résultats de l'enquête « Bien vivre à Marseille pour vous, c'est quoi ? » ;
- faire intervenir des experts dans chacun des domaines où se joue le mieux-vivre afin de valider ou d'affiner les indicateurs proposés ;
- effectuer un premier partage de récits du bien-vivre à Marseille. En effet, les mesures et les chiffres ne font pas tout, la création d'une communauté décidée à œuvrer pour un mieux-vivre à Marseille suppose de relier les initiatives de celles et ceux qui y contribuent – élus, citoyennes et citoyens. Mutualiser ces actions en les racontant renforce le pouvoir d'agir de chacune et chacun.

## Perspectives

Les deux initiatives publiques sur le mieux-vivre à Marseille et le travail du groupe de Mad Mars chargé de les préparer ont permis de dresser plusieurs constats.

D'abord, au regard du travail mené à Amsterdam, la démarche visant à mettre au point de nouveaux indicateurs pour mesurer le bien-vivre des habitants d'une ville doit pouvoir interroger les critères utilisés pour évaluer l'état d'un territoire et ses projets. Une recherche dans ce sens en lien avec les services de la Ville de Marseille serait bienvenue et potentiellement fructueuse – et ce d'autant plus que la Ville de Marseille a élaboré un plan « Marseille 2030 » dans le cadre du programme européen « 100 villes neutres pour le climat d'ici 2030 » et qu'elle se réfère explicitement à la théorie du *donut* de Kate Raworth pour « mettre en place une série d'indicateurs et de méthodes d'évaluation qui permettront de mesurer les impacts des actions municipales, thématique par thématique, conformément aux objectifs de développement durable des Nations unies et aux limites planétaires<sup>18</sup> ».

Ensuite, la démarche visant le mieux-vivre à Marseille a un incontestable pouvoir fédérateur par sa visée positive qui relie les dimensions sociales, écologiques et démocratiques de l'avenir d'une ville. Au lieu de rechercher l'attention des citoyens par la description des menaces, au risque d'augmenter les peurs, c'est un horizon compréhensible et sensible, le bien-vivre, qui est donné. Au lieu d'un simple énoncé de mesures à prendre, la volonté de produire des récits des actions visant le mieux-vivre et des transformations qu'elles produisent a un effet de contagion qui change le regard sur les réalités à transformer, donne confiance et renforce le pouvoir d'agir de chacune et chacun au cœur des enjeux centraux que sont l'écologie, la vie décente de toutes et tous et le développement de la démocratie.

En outre, la co-construction d'un projet commun par des citoyens et des élus peut dépasser le seul énoncé de mesures d'un programme soumis à chaque échéance électorale à des habitants dont l'unique pouvoir tient au bulletin de vote. Cette co-construction peut faire naître une dynamique d'actions impliquant conjointement les institutions municipales et des citoyens.

Enfin, les échanges amorcés à l'occasion de ces initiatives font mesurer la hauteur du « mur invisible » qui se dresse entre les quartiers les plus pauvres de la ville et ceux où habitent les populations les plus favorisées. En ce sens, l'horizon d'un mieux-vivre pour toutes et tous interpelle vigoureusement la visée selon laquelle on peut bien vivre entre soi en se protégeant de la précarité sociale et écologique vécue par des habitants de la même ville qu'on veut et qu'on peut ignorer. Il faudra des actions de long terme pour rendre l'horizon d'un bien-vivre de toutes et tous désirable par chacune et chacun.

De ces constats découlent des perspectives de travail qui commencent à se concrétiser.

La démarche visant à permettre aux habitants en situation de pauvreté et de précarité sociale d'exprimer leur perception du mieux-vivre à Marseille est en train de prendre forme ; le questionnaire « Mieux vivre à Marseille pour vous, c'est quoi ? » commence à se diffuser dans divers quartiers populaires avec l'aide active de réseaux, comme ceux des centres sociaux, de la Ligue de l'enseignement, du CCFD-Terre solidaire, du Secours catholique et des conseils citoyens formés dans le cadre de la politique de la ville. Des membres de la Réserve citoyenne<sup>19</sup> sont également impliqués dans ce travail d'écoute.

Les cinq groupes thématiques constitués lors des tables-rondes de janvier 2024 et durant la BIB Party de septembre 2024 ont vocation à continuer leur travail en réunissant, à leur rythme, des citoyens experts du quotidien et des experts des matières concernées pour, d'une part, affiner le choix d'indicateurs pertinents du bien-vivre à Marseille et, d'autre part, mutualiser des récits

provenant d'élus et de citoyens et proposer des priorités d'actions à l'institution municipale.

Il est nécessaire d'établir un baromètre annuel du bien-vivre à Marseille sur la base d'une enquête scientifique menée auprès d'un panel significatif d'habitants. Cette publication serait l'occasion de mesurer chaque année la perception du mieux-vivre dans la cité phocéenne et de mener un débat le plus large possible sur les enjeux concrets de ce nouveau paradigme.

Les récits du mieux-vivre à Marseille provenant d'élus et de citoyens ont vocation à être collectés et mutualisés sur le site de Mad Mars. Ils pourront ainsi augmenter le désir et le pouvoir d'agir de celles et ceux qui ne se résignent pas à subir les effets néfastes de la dégradation de la nature, des injustices sociales et des fractures démocratiques.

Contribuer à faire du mieux-vivre de toutes et tous à Marseille un paramètre central et un horizon fédérateur suppose une action de longue haleine. Cette démarche qui n'en est qu'à ses débuts rejoint deux aspirations contemporaines : d'une part, le désir d'entrer dans la construction d'une perspective qui, au contraire de l'adulation du PIB, donne sens aux existences et à la vie en commun<sup>20</sup> ; d'autre part, la volonté de donner toute leur place à ce que la philosophe américaine Martha Nussbaum nomme « les émotions démocratiques<sup>21</sup> », c'est-à-dire la capacité à sortir des incantations abstraites à la liberté et à l'égalité pour entrer dans la narration du travail de la démocratie en train de se faire et jamais achevé.

1. Mad Mars est une association qui vise à faire entendre les voix des citoyennes et des citoyens marseillais dans le champ politique. Née en 2018, Mad Mars a été à l'origine du Printemps marseillais, une alliance des partis de gauche et de citoyens qui a remporté les élections municipales de 2020. Vingt-deux conseillers municipaux de la ville de Marseille sont affiliés à Mad Mars et participent, aux côtés d'autres personnes venant de partis et mouvements de gauche, à la gestion de la ville depuis juillet 2020. Outre la participation de ses élus à la conduite de la ville, Mad Mars est à l'initiative de débats et de recherches permettant aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations et leurs aspirations.
2. « Le PIB comptabilise des flux – en l'occurrence des revenus dégagés par les activités économiques sur une année donnée – et non des stocks. Or c'est en stocks que les limites planétaires s'expriment. » Voir Florence Jany-Catrice dans Laure Cailloce, « PIB et transition écologique sont-ils compatibles ? », CNRS, *Le Journal*, 14 février 2023.
3. Atmosud, *L'observatoire de la qualité de l'air en Région Sud Provence-Alpes*. De 2014 à 2024, « si les rejets liés au transport routier et à l'industrie suivent la tendance globale (respectivement -7% et -4%), ceux provenant du maritime font *a contrario* un bond de +13% et s'imposent comme la première source de pollution par les NOx (oxydes d'azote) de la métropole marseillaise (36%) », dans *Inventaire annuel Air-Climat-Énergie : les oxydes d'azote en Région Sud*.
4. Patrick Viveret, « **Reconsidérer la richesse** », Rapport au secrétariat d'État à l'économie solidaire, 1<sup>er</sup> janvier 2002.
5. Éloi Laurent, *Sortir de la croissance, mode d'emploi*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2019.
6. Kate Raworth, *La théorie du donut. L'économie de demain en 7 principes*, Paris, J'ai lu, 2021.
7. Celina Whitaker, « **Que nous apprend le bonheur national brut ?** », *Revue Projet*, 362 (1), 2018, pp. 26-30.
8. Obsy, « **Une démarche ouverte pour concevoir collectivement le bien-être soutenable : quels enseignements ?** ».
9. Hsine Benhrouz, « L'économie du donut en action : la ville d'Amsterdam adopte ce modèle », blog de l'Institut supérieur d'ingénierie et de gestion de l'environnement, Mines Paris PSL, 5 mars 2024.

10. Ibid.
11. Ibid.
12. Ibid.
13. Fiona Ottaviani, Anne Le Roy, « Comment concevoir collectivement le bien-être soutenable ? », *The Conversation*, octobre 2020.
14. Nathalie Le Meur, « *La théorie du donut au service de la transition de Grenoble* », *Futuribles*, avril 2025.
15. *L'impact de la solitude sur la vie des Français*, enquête Ifop pour Goodfair, 23 janvier 2024.
16. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements.
17. *Part des ménages à bas revenus, l'exemple de Marseille*, Agence nationale de la cohésion des territoires, 2011.
18. *Rapport de développement durable*, Ville de Marseille, édition 2023, page 9.
19. Collectif informel formé en juin 2024 à Marseille au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale pour faire rempart au Rassemblement national lors des législatives de juillet 2024.
20. Fiona Ottaviani, Hélène L'Huillier et Fanny Argoud, *Indicateurs de bien-vivre et cobénéfices de la sobriété*, Chaire Territoires en transition de Grenoble École de management, Le Campus de la transition et l'Ademe, 2024.
21. Martha Nussbaum, *Les émotions démocratiques. Comment former les citoyens du XXI<sup>e</sup> siècle*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Solange Chavel, Paris, Flammarion, coll. Champs Essai, Flammarion, 2011.